



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Service Prévention des Risques Anthropiques  
Pôle Risques Accidentels  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le lundi 26 août 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KERMEL**

20 RUE AMPERE  
68000 Colmar

Références :  
Code AIOT : 0006702046

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement KERMEL implanté 20 RUE AMPERE 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 03/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite a été réalisée dans le cadre de la perte de confinement des deux réacteurs de polymérisation au sein du bâtiment PC2. La fuite a été constatée le 5 avril 2024 pour le réacteur B et le 9 avril 2024 pour le réacteur A.

En effet, par courriel du 17 avril 2024, l'exploitant a informé l'Inspection de l'environnement de la présence d'une fuite non présente en permanence en partie basse des réacteurs A et B de polymérisation exploités dans le bâtiment PC2 de l'établissement. Les fuites ont été constatées par l'exploitant le 5 avril 2024 pour le réacteur B et le 9 avril 2024 pour le réacteur A.

L'Inspection a consulté le fabricant des équipements par échange téléphonique du 5 juin 2024. Celui-ci a indiqué que des premiers équipements ont été installés au sein de l'établissement en 1993. Ces derniers ont fait l'objet de nombreuses réparations suite à des fuites du même type. A force de réparation, ces équipements ont été changés par les réacteurs actuels en 2015 qui ont été

renforcés.

L'objet de la visite est de s'assurer du respect par l'exploitant de la réglementation relative aux équipements sous pression.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples,
- guide référencé AQUAP n°99/13 révision 8 relatif à la classification des interventions sur les équipements sous pression soumis à la réglementation française,
- guide référencé AQUAP n°2005/01 révision 4 relatif aux inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERMEL
- 20 RUE AMPERE 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006702046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KERMEL SAS est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de COLMAR (68000), une usine de fabrication de fibres ininflammables réglementée par l'arrêté préfectoral n°2004-299-1 du 25 octobre 2004. Elle est autorisée notamment au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- n°3410-h (matières plastiques - autorisation) ;
- n°2660-a (polymères - autorisation).

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Conditions d'utilisation	Code de l'environnement du 28/12/2016, article Article R557-14-2 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maintien en service d'un équipement suite à une perte de confinement	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29	Sans objet
4	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 (partiel)	Sans objet
5	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)	Sans objet
6	Contrôle après intervention	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30 (partiel)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur le suivi en service des équipements sous pression exploités par la société KERMEL au sein de son usine de production et transformation de

polymères située sur le territoire de la commune de COLMAR (68000).

Les constats faits par l'Inspection de l'environnement ont mis en évidence plusieurs non-conformités. Compte tenu de ces constats, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport.

En outre, l'Inspection a constaté que les réacteurs A et B du bâtiment PC2 n'ont pas été mis à l'arrêt suite à l'identification de la perte de confinement de ceux-ci. Aussi, il est prévu de rappeler à l'exploitant, par courrier de la DREAL, l'obligation qui lui incombe d'arrêter ses équipements sous pression lorsque le niveau de sécurité de ces derniers est altéré.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Maintien en service d'un équipement suite à une perte de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.
<b>Constats :</b>  D'après la société KERMEL, le réacteur B a été mis à l'arrêt le lundi 8 avril matin. Une opération de ressuage a été réalisée le vendredi 12 avril et a permis d'identifier la fuite au niveau de la soudure entre le serpentín et le réservoir. Suite à la confirmation de la fuite sur le réacteur B, le calorifuge du réacteur A a été démonté et une fuite, probablement ancienne compte tenu de son état de sécheresse, a été observée. L'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié la fissure à l'origine de cette fuite lors de ce contrôle visuel. Suite à ce constat, le réacteur B a été maintenu en service jusqu'à la réparation complète du réacteur A. Le jour de la visite, les deux réacteurs avaient été réparés par reprise des soudures aussi la non-conformité liée au maintien en service des réacteurs A et B suite à une perte de confinement est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

<b>Constats :</b>
La liste présentée le jour de la visite ne mentionne pas le type et le régime de surveillance des équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Dossier d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.[...]</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements : [...]</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a consulté les dossiers des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cuve A, PS 4 bars, V 8100 litre, fabricant HONORE, numéro de fabrication K210, fluide de groupe 1, fabriqué en 2015 ;</li> <li>• Cuve B, PS 4 bars, V 8100 litre, fabricant HONORE, numéro de fabrication K220, fluide de groupe 1, fabriqué en 2015.</li> </ul> <p>Il ressort de l'examen des dossiers que le registre est partiellement complété. En effet, par exemple, la date de contrôle de mise en service n'a pas été indiquée dans le document.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection constate que le dossier de ces équipements ne comprend pas de plan de contrôle au titre du guide AQUAP 2005/01. L'exploitant a indiqué ne pas en disposer pour le décalorifugeage partiel des appareils susmentionnés. Or d'après les derniers rapports d'inspection périodique, les équipements ne sont pas mis à nu en totalité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...] III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'Inspection a consulté les rapports suivants de l'APAVE en date du 9 août 2023 : <ul style="list-style-type: none"><li>• compte-rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression n° 420509,</li><li>• compte-rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression n° 420511.</li></ul> Ces rapports sont satisfaisants de la part de l'expert de l'APAVE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Requalifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; [...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-

ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
<b>Constats :</b>  Au regard des produits mis en œuvre, l'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique à 10 ans. Dans le cas présent, l'équipement a été mis en service en 2015 et n'a pas donc pas pour le moment fait l'objet d'une requalification périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Contrôle après intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'organisme habilité [...] établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté. II. - Les éléments du dossier d'exploitation mentionné à l'article 6 du présent arrêté sont mis à jour ou complétés par l'exploitant en fonction des travaux réalisés. III. - Il est interdit d'exploiter un équipement ayant fait l'objet d'un contrôle après intervention s'il ne dispose pas d'une attestation de conformité valide. [...]
<b>Constats :</b>  L'Inspection a consulté les attestations de contrôle après intervention notable n°454846 du 13/05/2024 pour la cuve du réacteur A et n°454847 du 17/05/2024 pour la cuve du réacteur B, rédigées par l'APAVE.  L'Inspection note qu'au titre du guide référencé AQUAP n°99/13 révision 8 relatif à la classification des interventions sur les équipements sous pression soumis à la réglementation française, une épreuve aurait dû être réalisée.  Néanmoins, le dernier alinéa de l'article 28 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susmentionné stipule que, dans le cas où l'épreuve hydraulique peut présenter des difficultés matérielles importantes, cette dernière peut être remplacée par la réalisation de contrôles non destructifs appropriés. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'épreuve n'avait pas été réalisée à cause de difficultés techniques. En effet, celle-ci nécessite le retrait de l'agitateur de l'équipement. Pour cela, il aurait été nécessaire de mettre en place une grue et de démonter le plancher supérieur ainsi que la toiture du bâtiment. A noter qu'une épreuve sera réalisée néanmoins l'année prochaine lors de requalification périodique.  Concernant les justifications des contrôles non destructifs demandés par l'APAVE, l'Inspection a contacté par téléphone le 5 juin 2024 l'organisme habilité afin d'avoir la justification de ceux-ci : la surveillance du soudage avec des contrôles par ressuage entre chacune des trois passes. Celui-ci a indiqué qu'initialement, il avait été demandé à l'exploitant un contrôle volumique pour permettre la dispense d'épreuve. Ce qui n'a pas été possible. En effet, un tir radio n'est pas réalisable au regard de la disposition des équipements. De même, un contrôle par ultrason n'est pas possible d'après l'Institut de soudure car le piquage est posé et non traversant. A noter que le I1-4.1.2 CODAP de 2005 sur les contrôles à réaliser sur les soudures précise que, si un contrôle par radiographie ou par ultrason n'est pas réalisable, il sera fait un contrôle par magnétoscopie ou

ressuage à 100% après la première et la dernière passe de soudage. Ce point est cohérent avec la demande de l'APAVE sachant que la magnétoscopie n'est pas possible sur ce type d'acier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conditions d'utilisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article Article R557-14-2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure que les conditions d'utilisation des équipements sont conformes à celles pour lesquelles ils ont été conçus et fabriqués. En particulier, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant et figurant sur les équipements ou la notice d'instructions selon les cas des équipements [...].
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les réacteurs ont un fonctionnement par batch toutes les 7 heures. En outre, le serpentín permettant de chauffer l'intérieur de la cuve n'est utilisé qu'en début de batch afin de démarrer la réaction chimique.  Ce mode de fonctionnement n'est pas cohérent avec la notice des réacteurs qui stipule que ceux-ci ne doivent pas être soumis à la fatigue (fonctionnement cyclique).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois